

Le bureau de poste menacé de fermeture à Tamaris

Alors que la direction de La Poste regrette la baisse de rentabilité de cette agence historique, usagers et élus de **La Seyne** s'inquiètent de sa possible disparition. Et cherchent des solutions

Lundi, 10 h. À l'ombre des platanes, le petit guichet de la poste de Tamaris ne désemplit pas. Avec sa vue imprenable sur la baie et ses allures de maison de campagne, il faut dire que le bureau est presque à lui tout seul une invitation à lécher des timbres et affranchir le courrier.

« Il y a toujours autant de monde, nous assure Patricia, venue déposer une enveloppe. On est bien accueilli par les deux employés et c'est propre, pas comme à Garibaldi... » Marco, un client "pro", s'invite dans la conversation. « Moi, j'y passe tous les matins. Je peux vous dire qu'ils n'ont pas de problème de rentabilité ici. »



L'un des quatre bureaux de poste seynois - le plus atypique - est situé à Tamaris.

(Photos Frank Muller)

Vers une maison des services publics ?

Et pourtant... L'an dernier, après que l'information a d'abord fuité via les syndicats, La Poste a ainsi dû informer la municipalité qu'en raison d'une « forte baisse de fréquentation » de son bureau de Tamaris (« -35% en deux ans »), elle souhaitait effectivement « réfléchir aux différentes pistes pour pérenniser l'activité ». En d'autres termes : l'hypothèse d'une fermeture définitive du lieu, si historique fut-il (voir par ailleurs), n'était plus

être exclue.

La disparition du service postal n'est en revanche jamais évoquée par l'entreprise qui, dans ce genre de cas, veille autant que possible à « compenser » par un éventail de solutions alternatives. C'est ainsi que la mise en place d'un relais poste chez un commerçant du quartier, mais aussi l'idée d'une agence communale, sont rapidement soumises au maire Marc Vuillemot et à Michèle Houbart, l'élue en charge du dossier. Lesquels ne veulent surtout pas en entendre parler.

« Ça nous a fait bondir, confirme Michèle Houbart. Notre conception du service public, ce n'est pas que la Ville accomplisse le travail de La Poste au motif que le groupe veut rationaliser ses activités. Le service postal n'est pas, et ne sera pas, un service municipal comme ça l'est devenu au Brusco ou à Pin-Rolland », deux bureaux de l'agglomération confrontés aux mêmes problèmes de rentabilité.

Pour autant, la perspective de voir s'évanouir de Tamaris l'une des enseignes préférées des Français reste « impensable », assure-

t-on du côté de l'hôtel de ville. « La population de ce secteur est vieillissante. Allez là-bas dire à un ancien qu'il devra prendre le bus jusqu'au centre-ville ou Les Plaines pour aller chercher un colis... »

Après quelques rencontres et échanges de lettres ces derniers mois, la Ville vient donc de soumettre une nouvelle proposition à La Poste : celle de « mutualiser les locaux avec GDF (Engie, ndlr) et la Caisse des retraites. » Pas de réponse pour le moment. « Il ne s'agit pas non plus d'un contexte d'urgence économique », tempo-

rise l'entreprise. Nous sommes dans un échange constructif avec la mairie. Prenons le temps de trouver la meilleure solution. »

Dans l'immédiat, une réunion publique à l'initiative de la municipalité serait dans les cartons pour sensibiliser les riverains au problème... et un tantinet chauffer l'assistance. Car la Ville ne compte pas se séparer de l'un de ses quatre bureaux sans sourciller : voici le message limpide envoyé à La Poste. En recommandé.

MA.D.

mdalaine@nicematin.fr

Une maison « Pacha »

Charmants, les locaux de La Poste font également partie intégrante du patrimoine seynois.



Construit par Michel Pacha en 1900, juste après que la station climatique Tamaris-sur-Mer est sortie de terre, l'édifice a été légué à la Ville en 1909 à condition que le site continue d'accueillir une activité postale. Son étrange boîte aux lettres (photo ci-dessus) est là pour le rappeler.

- Ils ont dit -

« Il y a tout le temps du monde »

Raymond, 87 ans



« Ça fait 20 ans que je viens dans cette agence pour y retirer de l'argent. C'est un service de proximité pour moi qui habite à 2 km. Ils disent que ce n'est plus rentable mais il y a tout le temps du monde. J'ai du mal à comprendre la logique. »

« Ils tuent le service public »

Jean-Claude, ancien des PTT



« Après Pin Rolland, Tamaris ? Si c'est le cas, ça m'emm... Je suis un ancien des PTT et j'ai l'impression qu'ils sont en train de tuer la « maison ». Il est pratique ce bureau de Tamaris. Comment vont faire les personnes âgées ? »

Une tendance nationale... et donc locale

Selon qu'ils émanent du canal officiel ou de ses pourfendeurs, les chiffres divergent quelque peu, mais ne laissent guère de doute sur les orientations prises par la direction de La Poste : en cinq ans, peu ou prou 900 bureaux auraient ainsi fermé leurs portes dans l'Hexagone. La raison de cette tendance de fond ? La révolution numérique et la diminution importante du volume du courrier notamment (-30 % depuis 2008), mais aussi une baisse de fréquentation des guichets de l'ordre de 3,5 % par an.

Le virus a d'abord touché les campagnes, avant de s'attaquer sournoisement au milieu urbain. Il oblige en tout cas l'entreprise à s'adapter. Pour elle, le manque à gagner serait ainsi estimé à 500 millions d'euros.

Au Brusco et à Pin Rolland, des bureaux devenus municipaux

Afin de compenser ces fermetures et « faire en sorte que la présence



La poste du Brusco, devenue une agence communale. (Document Google)

postale reste au moins à l'équilibre », La Poste a développé « une palette de solutions » alternatives. Citons les relais-poste chez les commerçants, où ces derniers sont alors chargés d'effectuer les opérations en lieu et place des postiers. Ailleurs, on crée des bureaux « facteur-guichetier », où le préposé dis-

tribue le courrier le matin et assure l'accueil l'après-midi. Regrouper plusieurs entités au sein de maisons du service public pour partager les charges est également de plus en plus répandu. Enfin, il y a les agences communales, gérées par les mairies et le personnel municipal. C'est cette solu-

tion qui a ainsi été retenue pour « sauver » le service postal de Pin-Rolland, à Saint-Mandrier, après qu'une tentative de relais à la Maison de la presse avait échoué. Elle pourrait être mise en œuvre dès le 1^{er} juillet. À Six-Fours, au Brusco, elle est effective depuis janvier.

Toutes ces politiques ont pour objectif de rentabiliser le réseau en réduisant les coûts. Pour les syndicats, ces méthodes sont souvent dénoncées comme des atteintes au service public. Les usagers, eux, appuyés par les élus locaux, ont parfois du mal à s'y retrouver et tentent régulièrement, par des actions, pétitions et autres manifestations, de faire infléchir La Poste.

Mais il faut noter aussi que la France garde encore le réseau postal le plus dense d'Europe avec 17 000 points de contact (bureaux, agences ou relais) sur son territoire. Un chiffre d'ailleurs gravé dans le marbre par la dernière loi postale.